

TIZI-OUZOU

Des commerçants ferment l'APC de Tigzirt

«*Nous sommes venus aujourd’hui fermer le siège de l’APC et nous le fermerons.*» Tels sont les propos du président de l’association des commerçants de Tigzirt au maire qui lui expliquait que leurs revendications sont légitimes mais ne sont pas de ses prérogatives.

Si la grève générale de trois jours qui a débuté, mercredi, et à laquelle a appelé l’association des commerçants de Tigzirt a été suivie à 100%, le sit-in organisé devant l’APC, par contre, est loin d’avoir rassemblé grand monde. Une trentaine de personnes, tout au plus, si on ignore les dizaines de curieux restés en retrait, observant l’événement.

Reçu avec trois membres de son association, et malgré toute la diplomatie utilisée par le P/APC et même par M. Achour Imazatène, député RCD présent aux côtés du maire, le président de ladite association dit «être mandaté par ses pairs pour juste informer les élus de la fermeture de la mairie». Quoique leurs exigences, comme l’ouverture de la RN24 fermée par l’ANP depuis les années 1990 et un tronçon de l’avenue Ahmed-Chaffai que barricade la police en fin de journée au niveau de l’ancien commissariat ou encore l’allègement fiscal, dépassent et les prérogatives du maire et celles même du chef de daïra, ce dernier le leur a fait savoir lors du sit-in devant le siège de son institution le 1^{er} juin

dernier. La fermeture du siège de l’APC était pour ces protestataires comme une fin en soi. «Nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir», disait M. Ferhat Ighil Ahriz, maire de la ville, à la délégation qu’il a reçue dans son bureau. Et d’ajouter : «Je suis prêt à aller avec vous à la wilaya si vous le désirez. D’ailleurs, une réunion extraordinaire est prévue à l’APW de

Tizi-Ouzou pour parler justement de la question.» De son côté, le député Imazatène leur a même fait rappeler son intervention à l’APN lors d’une question orale, posée au ministre de l’Intérieur, M. Zerhouni, en juin 2008 relative à la fermeture de la RN24. L’on se rappelle que le ministre s’est réfugié derrière la situation sécuritaire alors qu’il ne cessait de dire que le terrorisme est vaincu. Un paradoxe. C’est ce qui a fait dire à M. Ighil Ahriz qu’«un Etat qui n’arrive pas à sécuriser sept kilomètres de routes (tronçon de la RN24 situé en pleine forêt de Mizrana, ndlr) n’est pas un Etat» (sic). En outre, certains protestataires ont voulu fermer , à

l’occasion, le siège de la daïra, mais ce dernier a été épargné après des tractations de quelques minutes avec le chef de sûreté de daïra.

Enfin, une pétition a été initiée par l’association des commerçants de Tigzirt, où seuls deux points de leurs revendications ont été énumérés, circule depuis quelques jours. Toutefois, le slogan a fait sourire plus d’un.

Le rédacteur du document n’a pas trouvé mieux que de reprendre le slogan de la campagne électorale de 2007 du candidat à la présidentielle française, Nicolas Sarkozy : «Ensemble, tout est possible.»

K. Bougdal

Journée de dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle au profit de la population

L’association culturelle Ath-Ikhlef et l’association des étudiants en médecine Tazmart de Tizi-Ouzou ont organisé, jeudi dernier, au dispensaire du chef-lieu un double dépistage gratuit du diabète et de l’hypertension au profit de la population de la commune, invitée via un appel public. Selon les organisateurs, l’initiative a été rendue possible grâce aux dons des officines privées locales et de l’association des diabétiques de Tizi-Ouzou qui ont fourni le matériel pour le dépistage comme les glucomètres, les lancettes et les bandelettes réactives.

Une centaine de personnes ont ainsi bénéficié du double dépistage permettant de mesurer le taux de glucose dans le sang à partir d’une gouttelette prélevée au bout d’un doigt et

de mesurer la tension artérielle, le tout ponctué par un examen médical et l’orientation du patient au cas de confirmation du diagnostic.

Une initiative qui permet de prévenir le diabète même si d’apparence on se sent bien, explique un étudiant en médecine, alors que du côté de l’association d’Ath-Ikhlef l’on se dit aussi préoccupé par les statistiques données en 2008, lors d’une conférence présentée par un professeur à Tizi-Ouzou, sur le sida en Kabylie et qui donnent de l’inquiétude. Rappelons qu’une action de sensibilisation sur les problèmes de santé a été également menée à Azazga le jour même par d’autres intervenants.

S. H.

BOUIRA

Regroupement national des jeunes scouts

Depuis le 16 juin et pendant une semaine, 540 scouts âgés entre 12 et 23 ans, c’est-à-dire les catégories d’éclaireurs et de routiers, sont en regroupement national au niveau de la wilaya de Bouira.

Rencontrés mardi dernier au niveau de la forêt d’Erich, situé dans la périphérie nord de la ville de Bouira, où leur QG est installé avec des tentes et un restaurant de campagne, les jeunes venus des 48 wilayas du pays étaient tout sourire surtout que pendant leur première journée, ils ont eu droit à une virée àTikjda, ce lieu féérique qui les a tous épatés.

Concernant ce regroupement, le commandant général des SMA, Nouridine Ben Braham, rencontré sur les lieux, nous a indiqué que la wilaya de Bouira a été choisie suite à la demande du bureau des SMA de wilaya et la disponibilité des autorités locales pour assurer un bon séjour aux jeunes scouts qui viennent, pour la plupart d’entre eux, de boucler une année scolaire faite d’efforts intellectuels et physiques intenses. Aussi, ce regroupement au niveau de la wilaya de Bouira, qui recèle des richesses faunistiques et floristiques indéniables, surtout du

côté de Tikjda, est venu à point nommé pour permettre à ces jeunes de décompresser mais également de tester leurs connaissances acquises tout au long de l’année au niveau de leurs wilayas respectives dans le cadre des exercices et autres leçons dispensées aux jeunes scouts.

Cela permettra, également, aux enfants de l’Algérie de se connaître et de tisser des liens d’amitié. Le programme tracé tel que la randonnée au niveau des montagnes du Djurdjura, la marche et autres travaux manuels, destinés aux enfants un peu âgés, a fait que les louveteaux, âgés entre 7 et 12 ans, ont été dispensés de ce regroupement.

Ainsi, tout au long de cette semaine, des jeux intellectuels, des exercices pratiques pour les secours, l’escalade, la randonnée, etc., seront organisés dans le cadre d’une compétition et les lauréats seront récompensés le dernier jour du regroupement. Par ailleurs, lors de ce regroupement et c’est parce que l’enfant doit toujours s’imprégner de la culture de la paix dans le monde, et le droit de l’enfant à l’échelle de la planète de vivre son enfance, deux délégations étrangères étaient invitées à ce

regroupement. Il s’agit d’une délégation tunisienne représentée par deux jeunes scouts, et d’une autre plus importante venue des territoires sahraouis libérés. Le commandant adjoint des Scouts et enfance sahraouie, Mohamed Salem Radhi, qui conduit cette délégation forte de 25 membres, nous a indiqué que les jeunes Sahraouis viennent de vivre le plus beau jour de leur vie en visitant les lieux paradisiaques de Tikjda.

En outre, et concernant leur présence au niveau de ce regroupement, l’hôte de l’Algérie dira qu’il s’agit d’abord de s’imprégner de l’expérience algérienne dans le scoutisme, surtout que la RASD s’apprête à organiser le 28 juin 2010 à Tifariti, dans les territoires libérés de la RASD, le premier jamborée, sorte de regroupement international des scouts, pour lequel 6 pays ont déjà donné leur accord pour la participation. Et au sujet de Scouts et enfance sahraouis, le but de cette organisation est d’inculquer à l’enfant sahraoui les valeurs de paix et de tolérance, maispuisque le pays est toujours colonisé par le régime marocain, les valeurs d’indépendance et de liberté.

Y. Y.

TIARET

Cap sur les zones rurales les plus reculées

La meilleure façon de s’enquérir réellement des conditions de vie des citoyens et de l’état d’avancement des projets de développement de la wilaya, c’est d’aller vers les douars les plus reculés de la région, même ceux situés au sommet des montagnes, telle est la nouvelle méthode adoptée depuis quelque temps par le chef de l’exécutif de la wilaya de Tiaret.

Cela s’est bel et bien illustré à l’issue de la dernière tournée effectuée dans la daïra de Ain-Kermès, où la délégation a eu à découvrir des bourgades presque absentes des cartes. En effet, en parcourant des pistes menant à Dir-El-Kef, El-Gtaïef, M’ziraâ, ou encore à Tidess, située à la limite de la wilaya de Saïda, la réalité est telle qu’elle requiert que l’on s’y penche réellement.

La population, peu habituée à la venue des responsables depuis les années 1980, rapportent certains échos de la région. Profitant de l’occasion, les fellahs ont déploré l’absence d’accès vers leurs terres, particulièrement pour les moissonneuses-batteuses. «Même les camions de secours en cas d’éventuels incendies ne peuvent s’y rendre à défaut de chemins praticables», ont-ils avoué en substance pour résumer l’enclavement auquel ils sont confrontés. Idem pour cette zone de Tidess, connue pour ses forage à

grands débits, mais qui restent malheureusement mal exploités. Ce constat avait alors incité le premier responsable de la wilaya à prendre sur place une série de mesures en instruisant les services concernés telles la daïra, l’hydraulique, la Conservation des forêts et l’agriculture à opérer dans le sens de désenclaver ces patelins «oubliés».

A M’ghila, cette zone secouée lors de la décennie noire, le même scénario s’est reproduit la semaine écoulée dans la mesure où la délégation a arpenté les bourgades d’El-H’naïche, Touafez, Ouled Sidi Abed ou encore Ouled El-Hadj. Une fois sur place, le wali s’est montré réceptif aux revendications des habitants non sans hésiter à dénoncer la manière avec laquelle a été distribué l’habitat rural. «Sachez, monsieur le wali, que les logements ruraux ont profité à des indus bénéficiaires qui ne sont même pas sur place.» Des déclarations qui ont poussé le chef de

l’exécutif à ordonner aux responsables concernés à veiller à l’application des textes régissant l’attribution de ce type de logement en invitant les non-bénéficiaires à introduire éventuellement des recours au même titre que les logements sociaux. «Que les choses soient faites dans la transparence», ordonna-t-il au président de la commission concernée. Dans leurs interventions, les habitants devaient également soulever le manque de

transport scolaire et l’absence de l’électrification rurale dans certaines zones, des doléances à qui le wali avait promis d’accorder l’intérêt requis. En somme, ces visites qui se terminent parfois tard dans la soirée, vu le nombre de points programmés, semblent apporter un réconfort certain pour les populations rurales qui arrivent très rarement à exprimer leur préoccupations à haut niveau.

Mourad Benameur

FUITE DE GAZ
Plus de peur que de mal

C’est une véritable panique qui s’est emparée vendredi dernier, de la cité Bouhenni, située sur les hauteurs de la ville, lorsqu’une fuite de gaz survenue lors d’une opération de rénovation sur une canalisation a provoqué un incendie dans une habitation riveraine, laissant planer un climat d’inquiétude sans pareil.

Sur place, une foule de badauds obstruait le passage aux secouristes et autres services de sécurité, venus en nombre s’enquérir de la situation. Surpris par les cris qui fusaient de partout, les voisins, ignorant jusque-là l’origine de l’incident, ont dû sortir de leurs maisons complètement affolés et commençaient à courir dans tous les sens. Certaines femmes s’étaient évanouies et ont dû être transportées vers le secteur sanitaire. Interrogé sur les raisons de cet incident, un cadre de la Sonelgaz en retraite, auquel se sont associés des témoins, nous dira que le feu s’est déclaré suite à une fuite extérieure signalée auparavant par le propriétaire de la maison, mais mal réparée par une entreprise de sous-traitance de la Sonelgaz. Ces derniers, visiblement coléreux, n’ont pas cessé de crier à la négligence affichée par l’entreprise en question. Celle-ci a fait l’objet d’un dépôt de plainte au niveau du commissariat.

M. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

La CAAR
victime d'une
escroquerie

La CAAR de Sidi-Bel-Abbès a été victime d’un escroc qui lui a usurpé près de 500 millions de centimes de son compte domicilié à la BEA de Sidi-Bel-Abbès. Les faits de cette affaire d’escroquerie remontent à juin 2007 lorsqu’une personnes’est présentée à la CAAR pour assurer son véhicule. Quelques jours après, elle reviendra pour retirer le montant de l’assurance souscrite sous prétexte qu’elle avait changé de lieu de résidence. La CAAR lui remet un chèque de 1 900 DA, montant de l’assurance.

Notre escroc falsifiera le chèque et apposera près de 500 millions de centimes qu’il présentera à la caisse de la BEA. Il procédera à l’ouverture d’un compte au niveau de ladite banque dans lequel sera versé le montant du chèque. Il procédera à deux retraits avec des chèques secours totalisant le montant supposé. Cependant, la CAAR a décelé un trou dans son compte et a déposé plainte contre la BEA qui s’est aperçue trop tard que le chèque déposé à son niveau a été falsifié. 2 personnes employées de la BEA ont été interpellées et une enquête a été ouverte par la police avant d’être relayée par la section de recherche de la gendarmerie de Sidi-Bel-Abbès. Celle-ci est parvenue à dévoiler que l’escroc avait pris une fausse identité avant de disparaître dans la nature. Ce dernier est activement recherché par les services de sécurité.

A. M.

ADRAR
La carte Chiffa
bientôt
en service

Dans une réunion qui a regroupé plus d’une cinquantaine de délégués sociaux et les représentants des différentes administrations publiques et privées de la wilaya d’Adrar, M. Hamdaoui, sous-directeur des prestations, a mis le point sur la prochaine mise en service de la nouvelle carte Chiffa.

Au niveau de la Casoran, agence d’Adrar, M. L. Benyoub, le directeur, est en train de peaufiner les dernières retouches pour sa mise en circulation prévue en décembre prochain.

Le dossier à fournir est une formalité et est très simple, nous confie le directeur. En effet, une photo, un extrait de naissance et le groupage sont nécessaires.

L’acquisition de la carte Chiffa permettra indubitablement aux assurés une rapidité dans les procédures et leur évitera les tracasseries administratives souvent fastidieuses. Pour tout acte médical, praticien, pharmacien, la présentation de la carte suffit amplement.

Ce nouveau système, une fois mis en place, garantira une certaine fluidité dans la qualité de prestations et constituera un véritable palan atypique pour lutter contre la fraude et les abus. Plus de 1000 cartes viennent d’être réceptionnées sur plus de 65 000 assurés. Les autres suivront. M. Benyoub est confiant dans cette opération gigantesque : «Nous serons fin prêts d’ici la fin de l’année, chacun assume et assure.»

El-Hachemi